



Montreuil, le 21 septembre 2011

Monsieur Jean Paul BAILLY
Président de La Poste
44, Boulevard de Vaugirard
75757 Paris Cedex 15

Objet : dépôt de préavis de grève pour la journée du mardi 11 octobre 2011

Monsieur le Président,

Notre Fédération dépose un préavis de grève de 24 heures **pour la journée du Mardi 11 octobre 2011** couvrant l'ensemble des personnels, fonctionnaires, contractuels de droit public ou privé, cadres ou non cadres, de tous les services de la Poste, et pour tous les régimes de travail, y compris cycliques ou assimilés, à partir du lundi 10 octobre à 0 heure jusqu'au vendredi 14 octobre fin de service des brigades de nuit.

Le 11 octobre les salariés se mobiliseront pour que d'autres solutions soient trouvées pour ne plus subir la crise. Pour cela la CGT pose dix exigences :

- revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux,
- contrôler les aides publiques aux entreprises,
- contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements,
- suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires,
- stopper les suppressions d'emplois,
- développer les politiques publiques et les moyens des services publics,
- réformer la fiscalité en profondeur,
- créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour financer l'investissement productif (l'emploi, la formation, la recherche, les équipements),
- taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux,
- mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.

A La Poste cela nécessite que les 2,7 Milliards apportés par l'Etat et la CDC serve au développement du service public postal et à répondre aux revendications des postiers, plutôt que dans des opérations de recapitalisation qui n'ont d'autres buts que de répondre aux attentes des marchés financiers.

Pour cela nous demandons l'ouverture de négociations sur les conditions de travail, l'organisation, la finalité, le contenu et la reconnaissance du travail et sur les revendications

Les personnels décideront démocratiquement d'arrêter le travail pour les motifs suivants :

Pour les salaires :

- la revalorisation du point d'indice et des grilles salariales à partir d'un SMIC à 1.700 Euros bruts pour un salarié sans qualification, ce qui donne 2 040 Euros au début du I-2, 2 380 Euros en début de la classe II, 2 720 Euros en début de la classe III...

- le versement d'une prime exceptionnelle de 400 €uros à tous les personnels du groupe au titre des résultats de 2010,
- la reconnaissance des qualifications par une revalorisation des grilles indiciaires et salariales,
- la déclinaison des mesures Fonction Publique pour les fonctionnaires rattachés à un niveau équivalent aux catégories B et C,
- une véritable promotion pour tous, classifiés et reclassés et une reconstitution de carrière pour les agents reclassés actifs et retraités ...
- le 13^{ème} mois pour tous, la revalorisation des Compléments Poste,
- 50 points d'indice coup de chapeau 6 mois avant le départ à la retraite pour les AFO et une mesure similaire pour les ACO,

Pour l'emploi :

- le remplacement de chaque départ, la création des emplois nécessaires, l'embauche à temps plein en CDI de tous les salariés en contrat précaire (intérimaire, CDD) et en contrat de formation (apprentis, contrat en alternance, contrat pro, ...), la titularisation des contractuels, l'ouverture de concours de fonctionnaires.
- le retour au droit à la retraite à 60 ans à taux plein et aux départs anticipés dès 55 ans avec bonification d'un trimestre par année pour les métiers pénibles.

Pour le service public :

- l'amélioration des conditions de travail et l'arrêt des réorganisations, restructurations qui suppriment des emplois, qui dégradent le service rendu et remettent en cause la santé du personnel (facteur d'avenir, PIC, fermetures des bureaux, congés supprimés ou forcés ...),
- le développement du service public postal en s'appuyant sur le savoir-faire des postiers à partir de l'unicité de La Poste et de la complémentarité de ses activités,
- la distribution 6 jours sur 7, le respect du J + 1, une véritable présence postale sur tout le territoire, la sécurité de l'épargne, l'accessibilité et le droit au compte pour tous,

Ils exigeront un dialogue et de véritables relations sociales, l'arrêt de la répression et de la criminalisation syndicale, l'arrêt des sanctions, menaces et répressions de toutes sortes, l'amélioration des moyens et des droits pour les personnels et leurs organisations syndicales.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre parfaite considération.

**Pour la CGT FAPT
Claude QUINQUIS
Membre du Bureau Fédéral**